



Rapport Oral

Hélène HONDE – Secrétaire de l'UD CGT 13

Camarades,

Dans la CGT, nous avons coutume de dire qu'un Congrès est un moment important dans la vie de notre Organisation. Cela l'est, tant par la tenue des 3 jours de Congrès, qui s'ouvre aujourd'hui, que par sa phase préparatoire qui nous permet de débattre avec l'ensemble de nos Organisations des contenus revendicatifs, des propositions mais également, des outils, des moyens et des formes de luttes, de leurs mises en œuvre, pour les porter, pour les faire aboutir.

Car nous pouvons convenir que le tandem : TEMPS DU DEBAT et TEMPS DE LA MISE ŒUVRE est indispensable. Nous pouvons d'ailleurs nous féliciter des multiples réunions préparatoires qui se sont tenues depuis octobre dernier. Ces débats vont se poursuivre pendant nos 3 jours de travaux mais également après. Le monde n'étant pas figé, la CGT ne l'est pas non plus.

Aborder notre Congrès c'est aborder les questions de stratégie en mettre en œuvre, du rôle et de la place de la CGT. Des débats ont existé, ils n'ont été simples pour personne ; quoi qu'il en soit, ils ont bien eu lieu sur des orientations et des stratégies. L'implication de la direction de l'UD qu'est la Commission Exécutive et des organisations de la CGT par la voie du Comité Départemental nous ont permis d'affronter les difficultés.

C'est également cela, prendre toute notre place dans la CGT.

Tenant notre congrès de l'UD deux mois avant le Congrès Confédéral il comptera comme un des éléments de sa préparation notamment au travers des 5 thèmes à débattre:

- Démarche syndicale, rapport aux salariés
- Processus de construction des luttes
- Le rapport CGT avec les autres organisations syndicales, politiques et le monde associatif
- Notre place dans le syndicalisme mondial et européen
- Notre démocratie interne.

Notre document de réflexion a été un point d'appui au débat. Il n'a nullement la prétention d'avoir abordé tous les sujets qui traversent la société et notre Organisation. Les interventions qui seront faites tout au long du Congrès doivent être prises comme autant d'éléments qui le complètent pour nous permettre, tous ensemble, de porter et faire vivre ce que nous aurons défini.

Dans cet esprit, les éléments abordés dans l'introduction que je suis chargée de vous présenter ont vocation à être débattus et enrichis mais en aucun cas ne sauraient être exhaustifs.

Cependant, face à la situation que nous vivons, certaines notions nécessiteront qu'on y accorde un peu plus de temps, telles que :

- le devenir économique du département,
- le rapport de force indispensable à construire,
- le travail en commun avec toutes les structures et organisations de la CGT (Syndicats, Unions Locales, Professions, Fédérations, Confédération) pour répondre aux enjeux qui sont devant nous.

Tout comme, nous ne pouvons faire l'impasse sur l'international car les logiques d'ici sont les mêmes à travers le monde. Dans l'intérêt du capital, des hommes, des femmes et des enfants sont opprimés, exploités. Cette violence du capitalisme, des politiques libérales, n'a pas de limite. Deux exemples parmi des milliers :

- 1 300 morts au Rana Plaza au Bangladesh,
- 301 mineurs tués le 13 mai 2014 dans la mine de Soma en Turquie.

Tout ceci est révélateur du prix de la course à la compétitivité et de la diminution sans fin du prétendu coût du travail défendu par Gattaz, ses acolytes et les gouvernements qui les accompagnent dans ces logiques. Partout où les peuples se font massacrer, plane l'ombre du capitalisme, de l'impérialisme des Etats-Unis et de leurs alliés, dont la France.

La volonté première des dirigeants occidentaux, comme ceux du Moyen Orient, est toujours dans la même logique : l'exploitation des richesses, qu'elles soient créées par le travail ou naturelles.

En Centrafrique par exemple, les interventions militaires françaises sont bien liées à la défense des intérêts des grands groupes comme Areva et Total et non, comme ils osent le prétendre, pour défendre la démocratie. Tout cela au détriment des populations, que ce soit en Palestine, en Irak, en Libye, au Mali, en Ukraine; ou pour le peuple Kurde.

Les gouvernements Sarkozy et Hollande et leurs politiques interventionnistes, qui ont soutenu des forces fondamentalistes dans de nombreux pays comme en Syrie, portent une grande responsabilité dans la dégradation des conditions de vie des populations. Faut-il dans ces conditions s'étonner de l'émergence des intégrismes.

Le Moyen Orient est devenu la région du monde la plus inégalitaire.

C'est bien dans des pays ruinés par les guerres, par la misère, par la pauvreté que les obscurantistes les plus exacerbés comme l'Etat Islamique s'enracinent. Permettez-moi, de reprendre la déclaration de la FNIC CGT :

- *Qui fabrique et qui vend les armes dans ces pays puisque les industries d'armement ne sont pas installées là-bas ?*
- *Qui transporte et achète le pétrole contrôlé par Daesh ?*
- *Quelles banques servent d'intermédiaire ?*
- *L'intervention militaire des pays dits « riches » a-t-elle permis une quelconque évolution démocratique dans les pays frappés ?*

Si certains prétendent que l'argent n'a pas d'odeur, nous pouvons leur rétorquer : oui, il a celle du sang de milliers de civils de Beyrouth, Bamako, Istanbul, Bruxelles, Tunis ou Paris.

Nous avons condamné avec la plus grande fermeté les attentats de janvier et novembre 2015 et affirmé que rien ne justifie de tels massacres.

Cependant nous devons également réfléchir aux causes qui y conduisent afin de contrer, à la fois ceux qui ne manquent pas de faire des amalgames et ceux qui, sous couvert d'unité nationale, veulent se soustraire à leurs responsabilités.

En janvier 2015, la liberté d'expression était au centre des mots d'ordre. Aujourd'hui, l'état d'urgence que François Hollande veut à nouveau reconduire remet en cause les libertés collectives et individuelles. Et le gouvernement Hollande ne s'arrête pas là, reprenant même les thèses de la droite et de l'extrême droite avec la déchéance de la nationalité. Dans tous les cas cela ne règlera rien au terrorisme mais continue d'alimenter le rejet de l'autre.

Pourtant, les solutions existent :

- sanctionner tout gouvernement qui permet le financement ou l'armement de Daesh comme la Turquie en l'occurrence.
- aider concrètement les populations qui se battent au quotidien contre les djihadistes notamment les kurdes que la communauté internationale laisse périr dans un silence complice. Ce peuple qui se bat en 1^{ère} ligne contre Daesh et qui au quotidien subit la violence des forces armées du gouvernement Erdogan qui a juré d'en finir avec les Kurdes.

Le Congrès et les organisations du département auront l'occasion d'exprimer leur solidarité avec le peuple kurde, demain mercredi à 17H30 autour d'un apéritif fraternel placé sous le signe de la solidarité internationale.

Alors non, les migrants ne viennent pas nous voler nos emplois, cela les patrons s'en occupent. Ce sont des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui fuient les guerres, la misère, la famine, victimes du système capitaliste qui pille leur pays pour toujours plus engraisser les actionnaires et qui voit les portes de l'Europe se fermer.

Oui, les passeurs sont responsables des tragédies humaines en Méditerranée mais ils ne sont pas seuls. Les gouvernements de l'Union Européenne, dont la France, le sont tout autant. Leurs conditions d'accueil sont épouvantables. Leur stigmatisation sert la division des travailleurs. Qu'ils aient leur titre de séjour ou pas, les travailleurs migrants doivent être traités à égalité avec les travailleurs de France. La loi Cazeneuve ne va pas dans ce sens et contribue, de ce fait, au développement du travail non déclaré.

Nous avons créé un Collectif International avec l'objectif, qu'au-delà des déclarations, nous puissions plus concrètement apporter notre soutien aux travailleurs, à partir des valeurs de la CGT, de paix, de solidarité, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Et également pour pouvoir alimenter nos Organisations sur les analyses que porte la CGT sur les questions internationales et travailler les convergences à construire avec les travailleurs du pourtour méditerranéen et au-delà.

La création du Collectif International a permis la tenue d'une expo/débat le 28 janvier 2015 pour dénoncer et faire connaître l'incendie meurtrier de la Maison des Syndicats à Odessa, mis sous silence par les autorités et les médias. Il a également contribué à ce que la CGT 13 prenne toute sa place lors des manifestations en solidarité avec le peuple palestinien.

Une note confédérale précise « *La CGT n'est pas le porte-parole d'un camp ou d'un nationalisme...Il y a bien des territoires palestiniens occupés par une armée et des colons* » « *la CGT réaffirme systématiquement son rejet catégorique de toute forme de stigmatisation et rejette de manière absolue toute forme d'antisémitisme, d'islamophobie ou de racisme.* »

Le gouvernement français doit agir pour une paix juste et durable entre les 2 peuples, dans des frontières viables et internationalement reconnues.

C'est donc à partir de ces valeurs que nous avons actées lors de la Commission Exécutive du 12 janvier 2015, notre adhésion à la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction à l'encontre de l'état d'Israël) dans le but d'avoir une action plus concrète avec les entreprises (dont beaucoup sont françaises ou européennes) qui travaillent dans les colonies. La fin du contrat entre Orange et Partner, société israélienne de télécommunication active dans les colonies, démontre que la mobilisation paie.

C'est à ce titre que lors du week-end de formation et d'échange BDS, nous avons accueilli plus de 150 militants de la campagne BDS France dont de nombreux syndicalistes.

En Europe, la violence prend d'autres formes, les choix politiques imposent l'austérité pour les peuples. Pour la mettre en musique, les chefs d'orchestres ne manquent pas à l'appel : FMI, Banque Centrale Européenne, l'Union Européenne et ses gouvernements respectifs. Là, pour le coup, nombreux, trop nombreux sont sur le podium : la France, l'Allemagne, le Portugal, l'Italie, l'Espagne... L'Angleterre, elle non plus, n'est pas en reste.

L'austérité n'est pas une fatalité. Ce sont bien des choix politiques faits par les gouvernements au service du monde de la finance, du patronat, pour répondre à l'appétit insatiable des actionnaires.

A ce stade, permettez-moi de citer notre Camarade Charles BIANCHERI qui disait dans le cadre des 120 de la CGT : « *Ce n'est pas tant qu'ils en veulent plus, c'est surtout qu'ils veulent qu'on n'ait plus rien* ». Nous mettrons tout en œuvre pour ne pas les laisser faire !

Déjà en 2013, même la Commission Européenne écrivait sur les « *conséquences des politiques d'austérité : l'emploi régresse et le chômage ne cesse d'augmenter dans l'Union Européenne, tandis que la situation des ménages est restée précaire* ».

Depuis, le maintien du même cap, démontre bien que le but poursuivi n'est pas de réduire les déficits ou de gagner de la croissance mais bel et bien de libéraliser complètement le marché du travail et d'accélérer le démantèlement des acquis sociaux en Europe. Le débat ne doit pas tourner autour d'une politique de l'offre ou de la demande mais bien autour de la réponse aux besoins sociaux.

Sans entrer dans le détail et pour ne prendre qu'un exemple en Europe, la Grèce. Fin 2013 : les salaires et les retraites baissent, 1 hôpital sur 3 transformé en centre de premiers soins, des classes, des écoles ferment, suite aux 4 000 licenciements et 25 000 mises en disponibilité de fonctionnaires.

C'est dans ce contexte que les salariés, les privés d'emplois, les jeunes, les retraités se sont mobilisés. Rappelons-nous les importantes manifestations qui ont eu lieu pour rejeter massivement ces politiques et porter l'exigence d'une autre répartition des richesses. L'Union Européenne et les gouvernements y compris la France n'ont eu aucun scrupule à bafouer la démocratie en menaçant le peuple grec et en manipulant l'opinion publique européenne. Cependant, rien ne pourra effacer que le peuple grec a franchi un cap dans la bataille des idées, dans l'élévation des consciences et qu'il continue à se battre.

Après le pacte de stabilité, la règle d'or, les négociations sur le traité transatlantique, le TAFTA ou le TISA, l'organisation de l'Europe Libérale se poursuit, imposant ainsi une domination plus forte des multinationales. Tout cela, au détriment de la qualité de vie en s'attaquant à notre modèle social.

En France comme en Europe, la guerre sociale fait rage. Les politiques mises en œuvre par le gouvernement Hollande dans la droite ligne des gouvernements précédents, visent à en finir avec le modèle social français et les acquis du Conseil National de la Résistance. Conscients de ce que leurs mesures rétrogrades peuvent provoquer, ils organisent division et brouillage idéologique, de sorte à empêcher l'émergence d'un véritable mouvement social porteur d'alternative de progrès, de justice et de liberté. Cela ne vise qu'à détourner la colère et les salariés de leurs revendications.

S'ils mettent autant d'énergie à vouloir nous empêcher de lutter c'est que l'on appuie là où ça fait mal. Ce brouillage idéologique est poussé à son paroxysme en décembre 2014 lors de la semaine de mobilisation du Medef. Alors oui, nous avons eu raison de ne pas leur laisser la rue et d'organiser un rassemblement dans le cadre de notre démarche départementale aux côtés d'organisations syndicales, associatives et politiques sous le mot d'ordre : licenciements, bas salaires, précarité, austérité, les Bouches du Rhône en ont assez !

Sans parler de leur « jeu » (entre guillemets) permanent visant à mettre en opposition toutes celles et ceux qui auraient intérêt à se rassembler pour que les choses changent. Ils n'ont pas de limite :

- au travers de la question des retraites, ils veulent opposer les jeunes et les retraités,
- au travers de la question de la Sécurité Sociale, ils tentent d'opposer ceux qui produiraient les richesses et ceux qui seraient des profiteurs,
- et au travers de l'assurance chômage, les salariés aux privés d'emplois, aux intérimaires et intermittents.

Au nom d'une soi-disant « équité », ils opposent les salariés du public et du privé, les employés et les cadres. Et pendant, que les médias surmédiatisent et relaient en boucle ces discours immondes, la loi santé, transition énergétique, la réforme ferroviaire, les attaques sur l'ARRCO et l'AGIRC, la réforme des collèges et les diminutions drastiques des budgets publics devraient passer comme une lettre à la poste.

C'est sans compter sur la CGT, sans compter sur notre détermination, non seulement à combattre l'ensemble des lois qui sont autant de reculs sociaux et sociétaux pour le monde du travail, mais également à donner des « outils » de décodage aux salariés, retraités et privés d'emplois comme nous avons pu le faire avec la campagne du « coût du capital » par exemple, ou encore avec les revendications et l'ensemble des projets alternatifs portés par la CGT et les salariés dans nos entreprises. En opposition totale aux aspirations du MEDEF, ces projets sont porteurs d'alternatives : maintien et investissement dans l'outil de travail, développement de l'emploi, formation des salariés.

Dans notre département, les exemples sont nombreux :

- à NEXCIS, à K1 avec le projet Phoenix, à la Réparation Navale, à St Louis Sucre, à Fralib, à la SNCM, à la Centrale de Gardanne, chez Orange, à ALTEO, dans les hôpitaux et tous les Services Publics, aux Moulins Maurel, à Ascométal etc...

Il est bien loin le temps où le candidat à la présidentielle disait vouloir « dompter la finance ». Sa réponse aujourd'hui est vouloir museler les salariés pour empêcher l'émergence d'alternatives de progrès.

Pour arriver à leur fin, gouvernement et patronat utilisent les plus sales méthodes : salir la CGT, ses militants et ses dirigeants et criminaliser les actions syndicales. En témoigne la condamnation inique, par une justice de classe aux bottes du patronat et du gouvernement, à 24 mois de prison dont 9 fermes, de nos camarades de Goodyear. Alors que pendant 7 ans de luttes la direction du Groupe s'est acharnée, en toute impunité, à broyer les salariés ruinant les vies de famille. Alors les voyous, les criminels qui sont-ils ? Et la justice où est-elle face à ces patrons de Goodyear, d'Orange, de la Construction et tous les autres qui

sont responsables de suicides, d'accidents de travail mortels tellement la pression est forte et les conditions de travail dégradées.

Nous l'avons dit à Roanne : s'attaquer à un militant de la CGT c'est s'attaquer à toute la CGT. Nous l'avons dit le 23 septembre devant la Bourse du Travail. Et aujourd'hui encore, 80 ans après que les travailleurs aient conquis la reconnaissance du droit syndical, nous ne laisserons pas un gouvernement emprisonner des travailleurs qui luttent pour sauver leur emploi. L'Union des Syndicats du département des Bouches du Rhône mettra tout en œuvre, pour arracher la relaxe de nos camarades !

Le comité de soutien départemental est lancé depuis le 25 janvier et dans le cadre de la journée de mobilisation nationale nous organisons un rassemblement jeudi 4 février à 14h au rond-point du Prado pour la relaxe de nos 8 camarades de Goodyear et pour que cesse toute discrimination syndicale partout en France. Nous avons fait un appel à toutes les organisations du département pour qu'elles convergent avec le Congrès à ce rassemblement.

Cette lutte pour la liberté de l'exercice du droit syndical, nous la menons aussi aux côtés de nos Camarades d'Air France, dans le département aux côtés de Nadir, Nicolas, Samia, Pascal, Frédéric, Bibi, Christian, Martin et avec tous ceux qui subissent les répressions syndicales. Nous l'avons menée avec les 18 Camarades de la Sodexo licenciés pour avoir fait grève et dont la lutte avec toute la CGT a permis la réintégration. Alors que ce soit à Marseille, à Roanne, à Paris ou à Amiens nous ne lâcherons rien !

Après l'ANI, c'est la loi Macron et Rebsamen qui s'attaquent aux I.R.P, au Code du Travail, pour museler le monde du travail, remettant en cause toute défense individuelle et collective des salariés. Non ! Déréglementer, enlever des droits aux salariés, ne favorisent pas l'emploi. Quelle est cette logique qui voudrait que faciliter les licenciements créerait de l'emploi. Autant d'arguments mensongers pour justifier la loi Macron qui n'est que réduction des droits et des garanties collectives pour les salariés et libertés pour les patrons.

Pour le monde du travail c'est :

- généralisation du travail du dimanche,
- non reconnaissance du travail de nuit,
- remise en cause du Service Public de Transport,
- démantèlement de la justice prud'homale,
- sécurisation de la délinquance patronale,
- réduction de la Médecine du Travail et de l'Inspection du Travail

mais aussi : remise en cause du financement du logement social, allègement des contraintes environnementales des entreprises, assouplissement des Plans de Prévention des Risques Technologiques.

Le Medef en rêvait, le gouvernement Valls l'a fait.

Et maintenant, ce même Macron, annonce vouloir s'en prendre aux 35 Heures. Nous ne nous sommes d'ailleurs pas privés de l'interpeller jeudi dernier lors de sa venue dans le département.

Les cadeaux en tout genre faits aux grandes entreprises ne répondent pas, aux enjeux de développement de l'emploi. La France est devenue la championne d'Europe des profits versés aux actionnaires sous forme de dividendes avec 56 milliards d'€ pour le seul CAC 40, soit une hausse de 30 % en 2014. Ajouter à cela, les 220 milliards d'€ d'aides publiques et d'exonérations de cotisations sociales dont 80 % vont directement dans les poches des actionnaires (vous savez, ceux qui vivent du travail des autres).

Pour preuve : les 21 milliards d'€ du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi qui font suite aux 5 milliards d'€ du Crédit d'Impôt Recherche et dont même la Cour des Comptes révèle qu'elle ne parvient pas à évaluer l'efficacité.

Les salariés, eux, vivent les méfaits du CICE :

- à ST LOUIS SUCRE : 2,8 millions d'€ au titre du CICE et 200 suppressions de postes d'ici 2019. Pour les actionnaires 525 millions d'€ à se partager.
- Chez TOTAL : les chiffres parlent d'eux-mêmes : 12 milliards d'€ de dividendes, 20 millions d'€ de CICE, 70 millions d'€ et 2 000 postes supprimés.
- A CARREFOUR pendant que le PDG augmente son revenu de 46%, soit 3.8 millions d'€ par an, les salariés doivent se satisfaire de 0.5 %.

Et pendant ce temps, les plans sociaux se multiplient, la violence étant bien celle faite aux salariés, à l'image d'Air France et tant d'autres.

Moscovici, Valls, Macron n'ont pas menti au moins sur un point : ils sont bien les ministres des chefs d'entreprises.

Si bien, que rien ne vient perturber ces dirigeants concernant les 80 milliards d'évasion fiscale.

Ce n'est pas la diminution de postes ou la réforme des brigades de vérification dans les Finances Publiques qui vont permettre d'enrayer ce fléau. La CGT des Finances Publiques se mobilise contre ces politiques comme le 26 janvier aux côtés de toute la Fonction Publique ou le 18 janvier lors du rassemblement à Ste Anne. Elle est également porteuse d'une réforme de la fiscalité pour plus de justice sociale. Elle revendique

- de revoir le calcul des impôts locaux,
- de baisser la TVA,
- une plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu et la taxation des profits, pour un Service Public au service de tous.

Cela passe par la création d'emplois, la formation des agents, l'augmentation des salaires, l'arrêt du Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations.

Les impôts financent nos écoles et universités, nos hôpitaux et tous nos services publics.... Ce ne sont pas les impôts qui pèsent dans le budget des ménages, ce sont les salaires qui sont trop bas.

Pendant que les cadeaux se multiplient, que le gouvernement favorise l'évasion fiscale, on assiste à des coupes drastiques des budgets de l'Etat et de la Sécurité Sociale.

Résultats des annonces du Pacte de Responsabilité : 21 milliards d'économie dans toutes les branches de la Sécurité Sociale, 18 milliards dans la Fonction Publique d'Etat et 11 milliards sur les dotations aux Collectivités Territoriales.

Ces budgets aggravent les inégalités sociales, la pauvreté et l'exclusion de millions de personnes :

- notamment avec le gel des salaires et des pensions,
- lorsqu'ils diminuent les prestations d'accueil aux jeunes enfants,
- revoient la place de la branche famille
- ou bien quand ils s'attaquent à l'assurance chômage.

Les fondamentaux : unicité, universalité et solidarité de la Sécurité Sociale sont ainsi remis en cause.

Une Protection Sociale qu'on éloigne de ses fondamentaux quand les accueils ferment à la CPAM, à la CAF, à Pôle Emploi, quand les remboursements des frais de santé s'amplifient et contribuent au renoncement

aux soins. Une Protection Sociale qu'on éloigne de ses fondamentaux quand les conditions de travail des salariés sont telles qu'elles ne permettent plus de répondre aux besoins des assurés sociaux. Le régime obligatoire doit rester le pivot du système de santé afin de tendre à une couverture universelle. La généralisation de la complémentaire santé qui augmente les cotisations et développe les surcomplémentaires fait le jeu des assurances et de la médecine lucrative. Il est inacceptable d'accorder aux organismes complémentaires une place dans la régulation du système de santé au même titre que l'assurance maladie.

C'est bien à partir des propositions CGT :

- fin de toute exonération de cotisations sociales,
- augmentation des salaires,
- création d'emplois,
- et taxation des revenus financiers

que se finance une protection sociale de qualité qui répond à l'ensemble des besoins sociaux.

A l'inverse, le gouvernement satisfait un Medef de combat qui veut désengager l'entreprise, non seulement de sa responsabilité professionnelle mais de toute responsabilité sociale dans la prise en compte des aléas de la vie, de la naissance jusqu'à la mort. Alors non, les cotisations ne sont pas des « charges », elles sont la part des richesses que nous produisons qui échappent aux actionnaires.

Ces politiques et budgets donnent les résultats que l'on connaît : explosion du chômage avec plus de 5 millions de chômeurs, de la précarité, gel des salaires dans le public et le privé, gel des pensions, dégradation des conditions de travail et de vie, réduction des Services Publics, tant dans les administrations que dans les hôpitaux, dans l'enseignement, la recherche ou encore dans les collectivités territoriales et démantèlement de notre Protection Sociale.

C'est sur ce terreau de l'injustice et de la régression sociale que s'enracine la montée de l'extrême droite. Quand le droit de se soigner, de se loger, de se nourrir, de s'éduquer n'est plus garanti par l'Etat, quand nos salaires ne nous permettent plus de vivre dignement, quand le chômage et la précarité sont si élevés, cela aiguise le rejet de l'autre et favorise le développement de tous les racismes et extrémismes. Et quand les politiques successives ont créé tant de désillusions, comment être surpris des scores du FN dans notre département. Il se présente comme le défenseur des couches populaire. C'est faux ! La CGT a raison de dire que le FN est une imposture sociale : plus de sécurité sociale puisqu'il veut supprimer les cotisations sociales, plus d'enseignement public, plus d'hôpitaux publics puisqu'il veut supprimer les impôts. Dans son programme les 35 heures sont abrogées, plus de salaire minimum, rien sur le retour de la retraite à 60 ans à taux plein.

La CGT combattra pied à pied les arguments du FN car il est au service du capital et d'une infime minorité de privilégiés qui compte sur lui pour détourner la légitime colère et justes aspirations des couches populaires.

Tout cela nous le savons, comme nous savons que l'austérité n'est pas une fatalité et que les moyens existent pour satisfaire les revendications de la CGT :

- l'augmentation du SMIC, des salaires, des retraites et pension, des minima sociaux,
- l'égalité salariale Homme/Femme,
- les 32 H,
- le développement des Services Publics répondant aux besoins sociaux,
- une politique industrielle ambitieuse créatrice d'emplois,
- une protection sociale qui couvre l'ensemble des risques à 100% y compris celui lié à la perte d'autonomie

- La retraite à 60 ans, incluant les temps d'étude, à un taux au moins égal à 75% du salaire.

Ces revendications sont légitimes et crédibles et leur satisfaction passe par une autre répartition des richesses. Il faut donc rompre avec l'austérité qui handicape l'intervention publique, le progrès social et stoppe la croissance. Le monde du travail, par sa capacité à se rassembler, à se mobiliser, à lutter, peut stopper ces régressions sociales et inverser ces choix.

Inverser ces choix c'est aussi en finir avec le low-cost. Les règles sociales et les règles du contrat de travail Français doivent s'appliquer à l'ensemble des salariés travaillant en France. Il faut en finir avec le dumping social qui fait des ravages dans de nombreux secteurs comme la construction, la métallurgie, l'agriculture, les transports ferroviaires, maritimes, aériens, et routiers. La CGT lutte contre la concurrence déloyale organisée par les tenants du libéralisme pour un service public des transports. Dans ce cadre, la lutte de nos camarades Marins pour un service public de continuité territoriale entre la Corse et le continent sous pavillon français 1^{er} registre, rejoint bien l'intérêt général.

Notre département, de par sa diversité industrielle et l'implantation des Services Publics, est fortement touché par ces politiques nationales qui bouleversent son équilibre économique et social. Le département des Bouches du Rhône est un des départements de France où se côtoient les plus grandes inégalités.

Pendant qu'une minorité se partage les richesses, la grande majorité se partage la misère. Le taux de chômage départemental dépasse les 12.5 % et dans certains quartiers de Marseille ou villes du département il atteint 25 %. Oui, il s'agit de chômage de masse qui sert aussi à faire accepter aux travailleurs n'importe quelles conditions de travail. Le taux de pauvreté à Port de Bouc est de 23% ; pour la seconde ville de France il est de 26% contre 15% à Lyon ou Paris (vous me direz c'est déjà bien assez !). Voilà les conséquences du gel des salaires, des plans sociaux.

Alors oui ! Organiser les privés d'emploi et précaires dans la CGT est utile et indispensable. C'est permettre à tous, quel que soit son statut de continuer à revendiquer et à agir. Les Comités Chômeurs et Précaires CGT revendiquent le droit à l'emploi, à la dignité, à l'émancipation, l'augmentation des minima sociaux. La lutte contre le chômage et pour l'emploi n'est pas que l'affaire des Privés d'Emplois et Précaires.

C'est au moment où il y aurait le plus besoin de liens sociaux, donc de travailleurs sociaux que la politique menée les « désarme ». Partout les quartiers populaires se paupérisent, les conditions de vie voire de survie se dégradent et les femmes sont souvent les 1ères victimes. Nombre d'entre elles vivent seules avec leurs enfants, confrontées au travail précaire, non déclaré et sont souvent forcées d'accepter les pires exploitations. Les femmes ont conquis l'Égalité en droit mais dans la réalité sociale, cette égalité est loin d'être acquise : temps partiel réservé aux femmes, accès à la formation plus difficile, niveaux de retraite inférieurs, écarts de salaires persistants.

L'UD, au travers du collectif « égalité professionnelle lutte contre les discriminations » appelle l'ensemble des organisations du département à prendre en compte au quotidien cette question. La journée internationale de lutte pour les droits des femmes le 8 mars prochain, en sera aussi l'occasion.

Les retraités, eux non plus, ne sont pas épargnés. L'augmentation des pensions est une revendication majeure. Il faut redonner aux salaires, directs et socialisés, la place qui revient aux producteurs de richesses. La CGT se mobilise pour l'augmentation des pensions, pour pouvoir vivre pleinement sa retraite. Après des dizaines d'années de travail et de cotisations versées, les retraités ont gagné le droit de vivre décemment avec une pension qui réponde à leurs besoins et leur permette d'assurer leur indépendance. La question de la prise en charge de l'autonomie doit relever de l'assurance maladie.

Les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes doivent relever d'établissements publics afin de permettre l'accessibilité à tous, sans discrimination avec des soins de qualité.

Cette qualité implique des personnels qualifiés aux salaires décents, en nombre suffisant pour répondre aux besoins des patients mais également à celui des salariés du secteur. Le Livret des droits des salariés des EHPAD, conçu par nos camarades et les personnels, est un véritable outil revendicatif utile à tous.

La réforme territoriale, ajoutée aux différentes lois successives : RGPP, REATE, NOTRE, MAPTAM et aux restrictions budgétaires aggravent les inégalités. L'objectif : un désengagement sans précédent du financement de l'Etat et mettre aux services des besoins du marché les collectivités territoriales. Une fois de plus au détriment du service public et de la réponse aux besoins.

En plus de concentrer les richesses et les lieux de décision, la métropolisation poursuit la privatisation des services publics, la libéralisation et la marchandisation de tous les secteurs, au service là encore de grands groupes, au détriment des agents public et des usagers.

La CGT mène et continuera à mener le combat pour des services publics de qualité dans le domaine de l'eau, de la restauration, de l'assainissement, des transports urbains..., dont les missions doivent être exécutées par des agents à statuts garantissant à la fois l'égalité d'accès, la qualité du service rendu pour tous.

Le projet Euro méditerranée est bien dans cet esprit. Il modifie en profondeur la physionomie de nos quartiers, de nos villes. L'aménagement du territoire n'est pas destiné uniquement à réhabiliter mais bel et bien à poursuivre la ghettoïsation sociale, à éclater les notions du vivre ensemble. En fermant ou en déplaçant les activités industrielles, les agences des Services Publics ou les accueils des organismes sociaux, ils affaiblissent économiquement et socialement notre département.

Le droit de se soigner pour tous est fortement remis en cause au travers notamment de la Tarification à l'Acte, de la loi H.P.S.T avec la mise en place des ARS, des Contrats de Retours à l'Equilibre, de la loi Santé. En 40 ans l'APHM est passée de 14 à 4 établissements. Les suppressions de postes, la fermeture des services, le manque de personnel, la dégradation des conditions de travail est le quotidien catastrophique du personnel et des usagers de tous les hôpitaux comme à l'Hôpital Nord, Ste Marguerite, à Martigues, à Arles, à Aix...et favorisent le développement du secteur privé, au détriment de l'accès aux soins pour tous. Dans ces établissements privés où la santé n'est qu'une marchandise, au grand bonheur de leurs actionnaires, les salariés subissent les bas salaires, des conditions de travail dégradées.

Les centres de santé du GCM, pour ce qui concerne notre département, sont des remparts à la libéralisation de la médecine de ville et subissent eux aussi depuis des années les attaques incessantes du gouvernement et le désengagement de la Mutualité, menaçant tous les emplois et les 11 centres de santé. Aux GCM, dans la Santé, la CGT revendique un droit à l'accès aux soins pour tous qui passe par la mise en place d'un pôle public de santé autour de l'hôpital public, des centres de santé comme réponse à la médecine de ville avec des financements publics à la hauteur des besoins des personnels et des patients.

Les relais locaux ne sont pas en reste pour imposer ces politiques libérales et s'inscrivent aussi dans l'« Eldorado » du tout tourisme faisant la part belle à la spéculation immobilière, au détriment de nos atouts économiques, du vivre ensemble, du social. Non, le tourisme n'est pas une industrie, il peut être une activité supplémentaire, complémentaire mais ne peut en aucun cas remplacer la richesse du travail des hommes. Le développement des activités de services et le tourisme ne doit pas se faire au détriment de nos industries.

L'industrie a perdu en France 750 000 emplois, dans les Bouches du Rhône ; ce secteur ne cesse de reculer. Alors que dans notre département, comme en France, il y a besoin d'une véritable politique industrielle pour relancer l'économie par l'emploi, le gouvernement n'a de cesse de répondre aux exigences du patronat, au nom d'une compétitivité et « d'un coût du travail ».

Cela se traduit par des annonces de fermeture totales ou partielles menaçant les emplois directs et indirects, l'outil industriel ainsi que les savoir-faire. C'est le cas à NEXCIS, à TOTAL La Mède, à St Louis Sucre, à Kem One, aux Moulins Maurel, à Ascométal, à Lyondell Basel, comme dans de nombreuses autres entreprises.

Le seul coût qui met en péril notre économie est le coût du capital.

La CGT se bat pour l'indépendance alimentaire de la France, pour son indépendance énergétique, pour le maintien et le développement de nos capacités de production. Elle se mobilise pour que le Port et ses activités soient toujours le poumon économique de la région. Il faut en finir avec les politiques d'austérité au service de la finance. Il faut une politique industrielle publique ambitieuse et offensive pour protéger et conforter notre potentiel industriel et maintenir l'emploi pour répondre aux besoins de toutes les populations.

Le secteur énergétique n'échappe pas lui non plus au libéralisme, au détriment des salariés et des citoyens. Dans l'énergie, la CGT se mobilise pour la création d'un pôle public de l'énergie, rempart à la hausse des prix.

C'est bien la diversité de nos atouts industriels : les activités portuaires, maritimes et navales, la pétrochimie, les sites de production d'énergie, la sidérurgie, la métallurgie, l'agroalimentaire, la microélectronique... qui constitue le poumon économique de notre département.

Le développement du maillage des transports pour maintenir l'industrie est indispensable. Pourtant ce n'est pas la réforme ferroviaire en cours, la casse du statut des cheminots qui vont le permettre. Je profite de cette occasion pour apporter notre solidarité aux cheminots qui sont en grève depuis hier contre la fermeture des accueils en gare.

Quand il s'agit de ses intérêts, le capital est autant en capacité de casser que de recomposer. La cohérence économique comme le salariat du département se voient ainsi modifiés en profondeur.

La mutation du salariat s'amplifie dans de nombreux secteurs : concentration des sièges sociaux comme à La Joliette ou à Aix les Milles avec un salariat essentiellement cadre. C'est le cas aussi au CEA de Cadarache, à Eurocopter, à GEMALTO et dans l'industrie en général. .

La question de la syndicalisation et de l'organisation des Ingénieurs Cadres et Techniciens est un véritable enjeu si l'on veut être la CGT de tout le salariat. Cela passe par une meilleure prise en compte par les organisations de la CGT des questions revendicatives propres aux ICT. A ce titre nous invitons l'ensemble de nos organisations à participer à la Conférence Départementale de l'UGICT qui se tiendra le 10 Mars.

Autre mutation économique, le développement des zones logistiques, zone de non droit comme à Miramas, à St Martin de Crau, à Fos, à Aix, à Salon, à Rousset ou encore à Aubagne et le déploiement et l'implantation de zones commerciales favorisant le travail du dimanche.

Dans le commerce, la restauration, la prévention sécurité et les services, les salariés subissent de manière accrue, la précarité au travers des CDD, des temps partiels et des salaires trop bas.

Alors à tous ceux qui rêvent d'un département dédié au tout tourisme, nous disons fermement que nous ne laisserons pas faire car les conséquences nous les connaissons : casse de nos industrie, de nos services publics, casse des statuts, précarisation de l'emploi, sous qualification et bas salaires.

« LICENCIEMENT, BAS SALAIRES, PRECARITE, AUSTERITE : LES BOUCHES DU RHONE EN ONT ASSEZ ! »

Sur ce mot d'ordre d'autres forces progressistes, qu'elles soient syndicales, associatives ou politiques, se retrouvent. Pourquoi ne pas faire ensemble chaque fois que possible ; leur expression et leur mobilisation spécifiques étant un apport au mouvement social. L'autonomie de chacun, dont la nôtre, étant un gage de l'élargissement de la riposte. Est-ce le moment de s'en priver ? Nos axes revendicatifs sont des thèmes qui alimentent toutes les composantes du mouvement social. Organiser la riposte, favoriser les convergences entre les travailleurs et plus largement celles des populations, nous semblent un défi possible à relever.

Camarades, l'ensemble des coups portés aux différents secteurs nous impactent tous, que l'on soit salarié ou usager, que l'on soit jeune ou retraité, privé d'emploi ou précaire.

Confrontées à ce constat, les organisations CGT du département font face et comme le rappelle le document de réflexion, les débats de notre dernier Congrès ont pointé unanimement le besoin d'une riposte globale, enrichie des luttes multiples dans les entreprises et les bassins d'emploi.

Même si tout ne dépend pas de nous, les travailleurs doivent pouvoir compter sur une CGT dynamique, à l'offensive, porteuse de propositions et d'espérance, qui sans cesse travaille à unir les salariés, sur la base de contenus transformateurs et permettant d'envisager l'unité syndicale, comme un moyen d'efficacité supplémentaire et non comme un but.

La situation exige donc une CGT en ordre de marche, pour construire le rapport de force nécessaire, pour inverser ces logiques et imposer d'autre choix. Pour gagner la transformation sociale, dans ce contexte de lutte des classes exacerbée, nous devons prendre part à la bataille des idées, redonner des repères aux travailleurs pour redonner confiance dans le fait que l'on peut changer les choses et que les moyens existent. Nous devons rendre audible et visible nos revendications et propositions pour contribuer à élever le niveau des consciences.

Pour cela, nous ne partons pas de rien. Nous pouvons nous appuyer sur les syndiqués que compte notre département. Nous devons d'ailleurs mesurer à sa juste valeur la progression constante du nombre d'adhérents qui nous a permis de passer depuis notre dernier Congrès de 33 763 syndiqués à 34 096 en 2015. Il s'agit bien là d'éléments de confiance dans notre capacité à élever le mouvement social et nous pouvons pour cela nous appuyer sur nos 1 562 bases et nos 25 Unions Locales.

Le rôle et la place de nos syndiqués est essentiel dans la construction du rapport de force. Essentiel car c'est autour d'eux que se construisent, au plus près dans l'entreprise, les revendications des employés, ouvriers, ingénieurs, cadres ou techniciens. C'est avec eux que se mettent en débat les propositions de la CGT. Avoir plus de syndiqués n'est pas une question de chiffre, c'est une question d'efficacité dans la construction du rapport de force.

Cette question de la syndicalisation nous devons continuer à la travailler pour rompre l'isolement des salariés, des chômeurs et précaires, des retraités, des jeunes et des ICT.

C'est bien les revendications spécifiques de l'entreprise qui donnent toute sa force à la cohérence et à la convergence revendicative permettant de travailler le « tous ensemble ».

L'adhésion, la continuité syndicale, la création de nouvelles bases concernent toutes les organisations du département : Syndicats, UL, Professions, UD. Comme le pointe le document de réflexion, le nombre de syndiqués et le contenu de nos revendications ne peuvent pas être dissociés. C'est la réponse aux besoins et aux revendications qui constituent les fondements de toute la vie syndicale. Le rôle et la place des syndiqués ne peuvent s'envisager sans la formation syndicale, indispensable pour armer les militants face aux enjeux. N'est-ce pas cela un syndicalisme de lutte, de masse et de classe ?

Signe encourageant aussi, les résultats aux élections professionnelles comme à L'Hôpital européen, à Arcelor, à Peugeot ou dans bien d'autres entreprises et services. Témoignages certes de la confiance que les salariés accordent à la CGT mais aussi révélateurs de la responsabilité que cela nous confère.

Signe encourageant, les victoires et batailles que les salariés avec la CGT gagnent dans de nombreux secteurs:

- sur les salaires, comme par exemple aux Territoriaux d'Aubagne et dont la lutte se poursuit contre la privatisation de la restauration scolaire,
- pour l'emploi, à Casino Port Saint Louis, à SODEXO,
- contre la fermeture annoncée de Kem one,
- à la Réparation Navale où nous avons inauguré la future remise en fonction de la forme 10 en Juin 2015,
- à la Centrale de Gardanne avec l'implantation de la BIOMASSE.
- à Nexcis : 9 mois de lutte pour obtenir la mise en œuvre d'un projet qui devrait permettre la reprise d'activité mais cependant amère, très amère, car nos Camarades ont été exclus du projet par un gouvernement machiavel,
- Et également la victoire des Fralib ! Après 1 336 jours de lutte contre Unilever, la SCOP-TI démarrait le 26 mai dernier. Nous réitérons aujourd'hui, l'assurance de tout notre soutien dans la réussite de ce nouveau défi !

La riposte doit être globale, nous sommes tous d'accord mais cela ne se décrète pas, cela se construit. Les multiples actions et avancées dans les lieux de travail sont autant de pierres apportées à la convergence. Nous devons créer les conditions de toutes les convergences revendicatives du monde du travail. Co-construire le revendicatif pour gagner les mobilisations et arracher les victoires dont le monde du travail a besoin.

Durant les trois années écoulées, nous avons abordé la nécessité de construire un projet départemental CGT, émanant des cahiers revendicatifs de tous les secteurs et entreprises. Non pour en faire un catalogue mais pour travailler les cohérences et convergences revendicatives afin d'éviter tout risque de repli sur soi et d'isolement de nos organisations ; dans l'objectif d'opposer au projet du capital, celui de la CGT pour un autre avenir de notre département et faire la démonstration qu'il existe une alternative. Un projet départemental CGT qui doit être un outil pour la construction du rapport de force et du Tous Ensemble. Un outil qui doit permettre de mettre en exergue, au travers du contenu revendicatif et au-delà des notions de solidarité, que la lutte des uns est la lutte de tous et vice-versa. Un outil au service de la riposte globale.

Cela implique que partout dans nos Syndicats, avec les syndiqués et les salariés, nous poursuivions l'élaboration des cahiers revendicatifs, que nous portions les propositions de la CGT et menions le débat partout sur leur faisabilité et leur crédibilité. Travailler à son élaboration au niveau départemental n'est donc ni en contradiction ni en opposition avec l'activité quotidienne dans les syndicats.

Nous continuerons à impulser notre syndicalisme basé sur le professionnel et l'interprofessionnel. Notre syndicalisme interprofessionnel est une richesse car il est nourrit par le professionnel, l'interprofessionnel lui aussi doit alimenter le professionnel.

Nous devons conforter partout ce lien indissociable : Syndicat/Union Locale. C'est la richesse des Syndicats, l'efficacité de nos 25 Unions Locales qui font la qualité de l'Union des Syndicats du département.

A cet égard, la question de nos Unions Locales est essentielle car elle est un élément structurant de la proximité et de l'interprofessionnel. Faire vivre nos Unions Locales, n'est-ce pas aussi faire vivre les contenus revendicatifs des Syndicats du territoire afin d'appréhender les enjeux locaux et de construire ensemble le rapport de force pour y répondre. Les cohérences économiques existant dans le département nécessitent un travail en commun des organisations de la CGT.

C'est pour répondre à ces réalités sociales et économiques, tout en tenant compte de la réalité nos forces organisées, que nous avons impulsé le travail par bassin d'emploi. Pas en substitution à l'activité UD/ UL mais bien en complémentarité et pour pouvoir construire ensemble partout les initiatives et mobilisations nécessaires pour répondre aux enjeux.

Peut-on par ailleurs se priver de la mise en commun de plusieurs UL, entreprises, et professions ... sur des filières, alors que notre force se nourrit de leur convergence. Le travail par bassin d'emploi à cette ambition, nous vous proposons de le conforter en l'adaptant aux réalités et aux besoins de nos syndicats et Union locales. Tout comme il est nécessaire de travailler cette question avec toutes les structures et organisation de la CGT, au regard des défis qui dépassent le département.

Dans ce contexte alors, rien ne s'oppose, au contraire tout s'ajoute.

Les UL ne sont pas la caisse de résonance de l'UD, pas plus que l'UD n'est celle de la Confédération. Ceci ne dispense pas la direction de l'UD de son rôle d'impulsion et de coordination de l'activité syndicale départementale. Jouer ce rôle, c'est aussi travailler à la prise en compte des revendications, des convergences et coordonner les luttes existantes. Rassembler est essentiel, mais ne suffit pas, il faut se donner les moyens d'agir ensemble pour répondre, et aux enjeux auxquels sont confrontées nos organisations, et à leurs urgences.

Diriger une Union Départementale, c'est aussi être force de propositions et mettre en œuvre des initiatives et actions. C'est au travers de cela que nous parlons de la convergence de luttes. Ces luttes qui dynamisent l'activité départementale et qui s'inscrivent dans un processus ne sont-elles pas un point d'appui à l'élargissement de la mobilisation ? Cette démarche départementale interprofessionnelle que nous avons commencé à mettre en œuvre, trouve écho favorable dans nos organisations. On a pu constater que des entreprises en lutte y ont trouvé dynamisme et énergie pour être en capacité de tenir et même de gagner.

Dans un moment où les travailleurs ont le plus besoin d'éléments de confiance et de compréhension, pour s'opposer à la casse de leur emploi et de leurs activités, le Congrès doit créer les conditions d'en débattre pour l'enrichir et la conforter. Cette convergence des luttes, comme les nombreuses mobilisations que nous avons connues ces dernières années lors de journées de manifestation et de grève, tant départementales que nationales, spécifiques, professionnelles ou interprofessionnelles sont autant d'éléments de confiance pour progresser dans le sens de la transformation sociale.

S'ajoutant les unes aux autres, n'étant pas en opposition, elles nous motivent pour nous emparer des rendez-vous futurs. Dans ce cadre, et au regard de la situation en PACA, les organisations CGT de la région ont pointé la nécessité de se mobiliser. La Conférence Régionale a donc acté une journée de manifestation pour l'emploi le 7 avril. Cette journée doit être une nouvelle fois l'occasion de porter, haut et fort, Tous Ensemble « LICENCIEMENT, BAS SALAIRES, PRECARITE, AUSTERITE : LES BOUCHES DU RHONE EN ONT ASSEZ ! » et « POUR VIVRE ET TRAVAILLER DIGNEMENT DANS LES BOUCHES DU RHONE, EXIGEONS UN PLAN D'URGENCE POUR L'EMPLOI » comme partout en PACA.

Chers camarades nous arrivons au terme de cette introduction au Congrès. Créons ensemble les conditions pour relever tous ces défis avec une CGT unie, offensive et efficace. Et pour ce faire, place au débat ! Vive le 56^{ème} Congrès de l'Union Départementale CGT des Bouches du Rhône! Vive la CGT !